

● (1550)

La plupart des emplois sur le marché du travail sont interdépendants. Il va sans dire que si nos entreprises n'ont pas de travail, l'effet va se propager. Si les chantiers navals, par exemple, sont inactifs, s'ils n'ont pas de navires à construire, les jeunes qui pourraient avoir envie d'y aller y faire leur apprentissage en seront empêchés. Voilà ce qui se passe en ce moment. Les chantiers licencient du monde à une cadence sans pareille depuis des années, au détriment de beaucoup de nos jeunes qui auraient pu compter y travailler longtemps, et même toute leur vie, s'ils avaient pu aller y faire leur apprentissage.

C'est grand dommage, monsieur le Président, car beaucoup de nos jeunes ont ce qu'il faut pour exercer toutes sortes de métiers intéressants dans des secteurs comme la construction navale. On a souvent demandé au gouvernement d'accélérer son programme de construction navale, mais sans résultat. Nous avons appris il y a quelques jours à peine qu'un programme d'une certaine ampleur allait être adopté à l'automne. Ce n'est pas la première fois qu'on nous fait de ces promesses. On nous en a déjà assez rabattu les oreilles pendant des mois autrefois, et qu'est-ce que cela a donné? Rien du tout. Il y a peu d'espoir.

Le gouvernement, dans les débuts de sa lancée inconsidérée dans le pot au noir économique qu'il a créé, avait fait naître un peu d'espoir, mais nos citoyens, nos jeunes sont en train de perdre cet espoir. L'unique espoir serait que le gouvernement s'occupe des problèmes actuels de notre jeunesse et de ses problèmes futurs, pour permettre aux jeunes de se faire une place intéressante dans notre société, leur permettre d'apporter leur pierre à l'édification du pays. Cette possibilité ne leur aurait pas manqué si l'économie avait été gérée de façon convenable et réfléchie.

Il est un groupe de jeunes Canadiens qui suivent la trace de ceux qui ont donné au Canada la fondation solide que nous lui connaissions jusqu'ici. Il s'agit, comme j'ai l'honneur de le dire, des jeunes qui appartiennent à nos clubs 4H, dont quelques-uns visitent Ottawa aujourd'hui et la Chambre cet après-midi. Il est malheureux, monsieur le Président, que le ministre des Finances ne se soit pas vraiment occupé dans son exposé budgétaire des besoins de nos agriculteurs. Aucune raison ne leur a été donnée de supposer que les choses vont aller mieux, ou que le gouvernement tient compte des difficultés que traverse l'agriculture, ou qu'il tient compte des problèmes et des charges terribles engendrés par la politique d'intérêts élevés que le gouvernement applique depuis plusieurs mois. Le budget ne réserve pas d'espoir à ces agriculteurs et à leur famille, dont l'avenir est bouché s'ils n'ont pas déjà été écrasés par le désastre qu'on a appelé sur eux.

Il est malheureux, monsieur le Président, de voir que ces jeunes devront retourner chez eux avec l'image d'une capitale qui vit dans un univers de fantasmagorie, en harmonie avec la

Les subsides

colline du Parlement, bien sûr, mais pas du tout en rapport avec la situation véritable du pays. Voilà le souvenir qu'ils en rapporteront, monsieur le Président, de quoi désespérer car, en rentrant chez eux, ils verront que les choses sont très différentes de ce qu'on se l'imagine ici dans la capitale du pays.

Je voudrais parler maintenant des encouragements que le budget a voulu donner en ce qui concerne le chômage des jeunes. Certains programmes ont été annoncés, par exemple le programme d'emplois d'été pour étudiants. D'après le budget, il est censé être doté de 70 millions de plus cette année et créer 17,000 emplois par rapport au niveau de 1982. En étudiant la documentation, monsieur le Président, on constate qu'il s'agit en réalité d'une augmentation de 50 millions seulement par rapport à la dotation de 1981.

Il est difficile de comprendre quelle justification le gouvernement peut trouver à augmenter les impôts l'an prochain de 250 milliards environ, argent qui devra être fourni directement par les consommateurs, dans le but de financer un programme destiné à favoriser l'emploi des jeunes, alors qu'il n'augmente que de 50 millions les crédits de ce programme d'emplois d'été pour étudiants. Nous ne pouvons pas l'accepter, monsieur le Président. Qu'est-ce que cela veut dire pour les jeunes de ma circonscription de Fundy-Royal? Cela veut dire qu'en vertu du programme mis au point, ma circonscription, où certains comités accusent un taux de chômage sensiblement plus élevé que la moyenne nationale, recevra la plus faible allocation au Nouveau-Brunswick pour aider les jeunes à se trouver de l'emploi cet été. Ce n'est pas réaliste et ce n'est pas acceptable, monsieur le Président. Les Canadiens ne l'oublieront pas et ne laisseront pas le gouvernement s'en tirer à si bon compte.

Il y a d'autres programmes, monsieur le Président, notamment les programmes de création d'emplois et de stages pour les jeunes. Le ministère de la Défense nationale se propose d'enrôler 5,000 jeunes de plus dans sa réserve. Nous constatons que le programme Katimavik, qui touchera une somme supplémentaire de 40 millions de dollars durant les deux prochaines années va fournir 2,000 autres emplois. Mais de quels emplois s'agit-il? Ces personnes sont rémunérées au taux de \$1 par jour. Ceux qui feront partie de la réserve n'auront pas d'emploi à plein temps. Certains d'entre eux pourront peut-être recevoir une certaine formation, mais ils se retrouveront ensuite sans emploi. Comment cela peut-il être le moins utile au Canada ou aux jeunes Canadiens qui veulent avoir foi en l'avenir? Monsieur le Président, le programme offert aux termes du budget ne sera d'aucune utilité. Même des hauts fonctionnaires sont censés avoir déclaré quand on leur a demandé si ces mesures allaient venir en aide aux jeunes Canadiens ou au Canada en général: «N'y comptez pas trop!» Ces personnes prétendent que le programme effleure à peine les problèmes liés au chômage en général que nous connaissons au Canada. Le Canada et les Canadiens, monsieur le Président, avaient besoin d'espoir, mais il leur a été refusé.